

Montpellier, le **16 AVR. 2025**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 2025-04-DRCL- 0125**

**Changement d'exploitant de la carrière CMSE située  
sur la commune de Brissac, au bénéfice de la société NEXSTONE**

**Le préfet de l'Hérault**

- VU** les livres I et V du Code de l'environnement, notamment les articles R.181-45 et R.516-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2025.03.DRCL.066 du 3 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Véronique MARTIN SAINT LEON, secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DDTM34-11-03547 du 12 novembre 2013 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune sauvage protégées, pour le renouvellement de la carrière STPC à Brissac ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2013-01-2378 du 20 décembre 2013, modifié par l'arrêté n°2020-01-695 du 11 juin 2020, autorisant la société STPC à exploiter une carrière de matériaux calcaires sur la commune de Brissac, au lieu-dit « Devois de la Vernède » pour une durée de 23 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire de changement d'exploitant n°2021/01/250 du 18 mars 2021 au bénéfice de la société CMCA devenue CMSE ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022.06.DRCL.0247 du 8 juin 2022 de modification des conditions de remise en état de la carrière de la société CMSE ;
- VU** la demande en date du 9 septembre 2024 de Monsieur Guillaume Gerbaud, disposant d'un pouvoir délivré par Monsieur Fabien Cantie Président de la société CMGO, sollicitant le transfert de l'autorisation accordée pour l'exploitation de la carrière susvisée, au bénéfice de la société CMGO, devenue NEXSTONE, dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia à Paris (75015) ;
- VU** l'ensemble des pièces jointes à la demande susvisée, notamment l'extrait Kbis de la société NEXSTONE immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.) sous le numéro 537 433 187 R.C.S. Paris ;
- VU** l'avis du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de changement d'exploitant doit être instruite selon les modalités prévues aux articles R.516-1 et R.181-45 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société CMGO, devenue NEXSTONE, dispose des capacités techniques et financières suffisantes pour la reprise de l'exploitation de la carrière susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que la notification d'un arrêté préfectoral actant du changement d'exploitant d'une carrière ne nécessite pas la consultation préalable de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation carrière ;

Le pétitionnaire entendu,

**SUR** proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault,

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> - Objet**

La société NEXSTONE dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre Avia à Paris (75015), est autorisée à se substituer à la société Carrières & Matériaux Sud-Est (CMSE) pour l'exploitation de sa carrière de matériaux calcaires sur la commune de Brissac, au lieu-dit « Devois de la Vernède ».

La société NEXSTONE bénéficie de l'intégralité des droits et doit se conformer à toutes les obligations attachées à l'arrêté préfectoral n°2013-01-2378 du 20 décembre 2013, modifié, précisant les conditions d'exploitation de cette même carrière, et à l'arrêté préfectoral n° DDTM34-11-03547 du 12 novembre 2013 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune sauvage protégées.

Tout nouveau changement d'exploitant fait l'objet d'une demande d'autorisation comprenant les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

### **ARTICLE 2 - Garanties financières**

La société NEXSTONE fournit aux services préfectoraux dans les 30 jours suivant la notification du présent arrêté, l'original d'un acte de cautionnement solidaire conforme à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé attestant la constitution des garanties financières.

### **ARTICLE 3 - Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Brissac pendant une durée minimum d'un mois ; le certificat attestant de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Hérault ;  
Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Hérault pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 4 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Hérault, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Brissac ainsi qu'à la Société NEXSTONE.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

  
Véronique MARTIN SAINT LEON

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.